

## **Déclaration de la LIT (QI) sur les événements du 30 septembre en Equateur**

Le 30 septembre en Equateur, plusieurs centaines de policiers ont occupé les casernes les plus importantes de Quito, en protestation contre la nouvelle Loi organique du service public (LOSEP) qui leur supprime des droits à des primes et récompenses. Cette action s'est étendue par la suite à d'autres casernes dans plusieurs villes. Une minorité de l'armée a rejoint la révolte, mais pas pour longtemps, quoiqu'un groupe de soldats de l'armée de l'air ait occupé l'aéroport de Quito, resté fermé plusieurs heures ce jour-là.

Face à ces protestations, le président Correa est allé directement à la caserne de la police à Quito. Après avoir été attaqué avec des gaz lacrymogènes par les policiers indisciplinés, il a accusé ces derniers, d'un air défiant, de conspirateurs et de traîtres. Par la suite, il a été conduit à l'hôpital de la police, à l'intérieur de la caserne, où il est resté pendant plusieurs heures.

Le président a affirmé être la cible d'un putsch et son séjour à l'hôpital a été annoncé comme un enlèvement. A l'intérieur de l'hôpital, il s'est entretenu avec la police et son départ de la caserne a été accordé. En même temps, une opération a été montée par l'armée et des forces spéciales pour le sortir de l'hôpital, ce qui a conduit à des affrontements avec la police. Le président Correa a quitté l'hôpital, a mis en garde contre les putschistes et a annoncé avec fermeté la punition des policiers rebelles. Le calme est alors revenu en Equateur.

### **Une révolte de la police, pas un coup d'Etat**

Les travailleurs en Amérique latine ont encore en mémoire la méthode des coups d'Etat que l'impérialisme a utilisé au cours des décennies passées pour garantir ses intérêts dans la région. Des milliers de travailleurs et de militants ont perdu la vie dans des coups d'Etats qui ont imposé des dictatures sanguinaires. Contre un tel putsch, nous serions les premiers à appeler à la mobilisation démocratique dans les rues. Cependant, nous ne pensons pas que ce soit le cas avec ce qui s'est passé en Equateur le 30 septembre. Deux aspects principaux nous conduisent à affirmer qu'il ne s'agissait pas d'un coup d'Etat.

Premièrement, ni le commandement militaire ni le sommet de la police n'ont soutenu la mobilisation des émeutiers. Dès le début, ils sont restés fidèles au gouvernement. En revanche, les protestations de la police qui ont mis le feu au pays le 30 septembre ont été effectuées par les couches basses et moyennes du commandement de la police, contre la volonté de leurs dirigeants hiérarchiques.

Deuxièmement, aucune direction - même celle des rebelles de la police - n'exigeait la destitution du président. Les policiers ont demandé l'abrogation de la Loi organique du service public, mais pas la révocation du président par la force. D'autre part, tous les représentants de l'Etat bourgeois et de la bourgeoisie se sont prononcés contre le prétendu coup d'Etat et pour la défense de la « démocratie ». Les institutions politiques et militaires de l'Etat bourgeois ont manifesté leur soutien à Correa. L'argument le plus évident est que l'état d'urgence - une mesure qui donne des pouvoirs extraordinaires au président pour légiférer par décret et davantage de facilités à l'armée pour intervenir - a été imposé par le gouvernement (et non par la police), avec le soutien des militaires qui étaient avec le gouvernement depuis le début. En outre, durant toutes les opérations, y compris à l'intérieur de l'hôpital, Correa a maintenu le commandement du gouvernement et du pays et a librement communiqué avec l'extérieur.

Qui plus est, ce sont les militaires eux-mêmes qui ont sorti Correa de l'hôpital où il avait été admis pour recevoir des soins par les médecins. Ce sont les forces spéciales de la police qui ont libéré le président de sa présumée séquestration, par une intervention d'ailleurs inutile, puisque sa sortie de l'hôpital était déjà accordée.

Finalement, il faut souligner que Correa avait dès le début l'appui non seulement des gouvernements « progressistes » avec lesquels il entretient les meilleures relations, comme ceux de Chavez et d'Evo Morales, mais aussi des gouvernements plus à droite en Amérique latine comme ceux du Chili, de la Colombie ou du Pérou, au point que les pays voisins aient fermé leurs frontières. Et l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), tout comme l'Organisation des Etats Américains (OEA) et l'ONU, ont pris la défense du président Correa et de la « légalité démocratique ». L'ambassadrice étasunienne a fait des déclarations dans le même sens, au même titre d'ailleurs que d'autres pays impérialistes comme l'Espagne. Le prétendu coup d'Etat contre Correa serait donc bien curieux, étant donné qu'il aurait été discrédité, aussi bien par le principal pays impérialiste que par les gouvernements « progressistes ».

### **Une protestation contre les attaques de Correa envers les travailleurs du secteur public**

Cette protestation de la police ne peut pas se comprendre comme un acte isolé. Au contraire, il s'agit d'une manifestation déformée du mécontentement populaire motivé par l'imposition de lois pour réduire les droits des travailleurs et de la police.

C'est donc bien l'approbation de la Loi organique du service public (LOSEP), réduisant les droits des fonctionnaires, qui donne lieu à cette explosion. Dans le cas de la police, la loi coupe directement les gratifications et les primes, ce qui a conduit à la revendication de l'abrogation de la loi.

Cette protestation a lieu dans le cadre d'un ras-le-bol plus général, face aux politiques et aux lois adoptées par le gouvernement de Correa dans différents secteurs comme les étudiants, avec Loi organique de l'enseignement supérieur (LOES), les indigènes et les paysans, avec la Loi sur les mines, et les fonctionnaires, avec la Loi organique du service public.

Ce soulèvement de la police a été utilisé, comme on pouvait s'y attendre, par un secteur de l'opposition, dirigé par Lucio Gutierrez, pour gagner du terrain contre Correa.

L'insatisfaction à l'égard de la Loi organique du service publique s'est également manifestée dans le processus de vote au sein de l'Assemblée. Ainsi, le président Correa n'est pas parvenu à ce que les représentants du mouvement *Alianza País*, qu'il dirige, acceptent la loi telle qu'il l'avait présentée. Ceux-ci ont voté contre sa proposition qui voulait que les fonctionnaires prennent leur retraite à 70 ans.

### **Correa utilise la menace d'un putsch pour continuer à attaquer les travailleurs.**

Tous ces éléments constituent une usure de plus en plus grande du régime et du gouvernement de Correa face à l'adoption récente de la Loi organique de l'enseignement supérieur (LOES) ou de celle sur les hydrocarbures. Dans le cas d'autres lois, le président n'a pas pu obtenir l'approbation, comme ce fut le cas pour la Loi sur la communication et la loi sur l'eau, qui durent être abandonnées à cause de la résistance indigène.

Ce scénario a provoqué la colère d'une grande partie des travailleurs, des paysans, des indigènes, des étudiants et des fonctionnaires, qui ont commencé à se mobiliser. En outre, certains membres du bloc gouvernemental lui-même ont commencé à remettre en question certains aspects de ces lois. Les institutions les plus importantes de l'Etat, comme l'Assemblée, le secteur judiciaire (voir le scandale dans lequel le procureur Pesántez a été impliqué et les milliers de crimes qui restent impunis) et le pouvoir exécutif lui-même, avec ses attitudes clairement autoritaires, subissent une chute de popularité et annoncent une crise de régime.

Face à cette situation, le gouvernement avait avancé, même avant les événements du 30 septembre, la possibilité d'adopter le mécanisme constitutionnel de « *muerte cruzada* »

(l'incapacité légale réciproque) qui lui permet de dissoudre l'Assemblée et de convoquer à de nouvelles élections. Il s'agit d'un recours à des mesures autoritaires pour obtenir la mise en oeuvre de sa politique anti-ouvrière, assurant ainsi de meilleures conditions pour les intérêts impérialistes dans la région.

L'identification de la mobilisation de la police avec une tentative de coup d'Etat sert donc pleinement les besoins du gouvernement Correa qui sont d'intensifier les attaques contre les travailleurs. Le discours du coup d'Etat et de la résolution de celui-ci lui permettent de sortir fortifié - après plusieurs manifestations nationales en sa faveur - et de discréditer l'opposition de gauche et de droite. Ils lui permettent également de justifier les diverses mesures autoritaires qui ont contribué à subordonner différents secteurs à sa politique. Il neutralise les secteurs les plus critiques de son propre mouvement et les soumet à la discipline du parti. Le gouvernement effectuera la restructuration de la police en toute légitimité, sachant que cette institution a une mauvaise image dans de larges secteurs de la société à cause de sa corruption et de ses abus contre les droits de l'Homme. Bref, le gouvernement cherche à inverser la crise du régime et à faire avancer le projet de restructuration juridique de l'Etat par l'imposition des lois controversées qu'il considère prioritaires. Il n'a peut-être même plus besoin du mécanisme de la « muerte cruzada », qui implique quand-même un risque politique élevé.

### **La plupart de la gauche a capitulé à Correa.**

La CONAIE, la principale organisation indigène en Equateur, et d'autres groupes politiques de gauche, comme le MPD, avaient dénoncé la manœuvre du gouvernement de Correa. Toutefois, et en dépit de plusieurs indices dans le sens de l'absence d'un putsch, la grande majorité de la gauche à l'échelle internationale a soutenu Correa contre la tentative présumée de putsch.

Avec cela, la grande majorité des organisations n'ont fait autre chose que de soutenir directement le gouvernement bourgeois de Correa qui attaque les travailleurs afin de mieux garantir les intérêts de l'impérialisme dans la région. Les manifestations contre le coup d'Etat présumé n'ont été que des manœuvres de diversion face à ce qui se passe réellement en Equateur et dans de nombreux autres pays dirigés par des gouvernements « progressistes » qui gouvernent pour la bourgeoisie contre les travailleurs.

Pour parvenir à mettre en oeuvre ses lois au service des intérêts de l'impérialisme, Correa avait déjà récemment réprimé le mouvement indigène et paysan contre la loi sur l'exploitation minière et celle sur les hydrocarbures qui favorisaient l'exploitation par les multinationales. Cette politique de la plupart de la gauche, de soutien à tout appel à la mobilisation contre le coup d'Etat présumé, désarme la classe ouvrière contre les mesures antidémocratiques et répressives que le gouvernement de Correa met en oeuvre pour avancer sa politique. C'est pourquoi nous sommes contre toute punition des policiers qui se sont mobilisés, car ce ne serait qu'une mesure de plus du gouvernement pour restreindre la liberté de protestation et d'intervention.

Ceci dit, la capitulation à ces gouvernements désarme aussi les travailleurs et les peuples pour lutter contre la vraie politique de l'impérialisme, de pillage des ressources naturelles et d'exploitation croissante des peuples d'Amérique latine, effectués par les gouvernements comme ceux de Correa, d'Evo Morales, de Lula, etc. Lorsque Chavez et Evo Morales accusent les Etats-Unis pour le coup d'Etat présumé, ils cachent en réalité la soumission de Correa et de son gouvernement aux intérêts de l'impérialisme.

### **Le gouvernement de Correa est aujourd'hui la grande menace pour les travailleurs et le peuple de l'Equateur.**

Nous sommes contre les coups d'Etat militaires, puisque nous défendons les plus amples

libertés démocratiques pour que la classe ouvrière et les pauvres puissent développer le plus amplement possible la lutte pour renverser le capitalisme.

Cependant, le gouvernement de Correa est aujourd'hui la menace la plus grande pour les libertés démocratiques des travailleurs, à cause de la répression menée contre les travailleurs ainsi que les mesures autoritaires adoptées ; celles de gouverner par décret et par veto quand il n'obtient pas ce qu'il veut de l'Assemblée. Les mesures autoritaires du gouvernement sont une nécessité de sa politique d'asservissement à l'impérialisme et d'attaque contre les travailleurs.

C'est pourquoi nous sommes contre tout soutien à Correa et nous refusons de participer à tout front pour défendre ce gouvernement contre une menace de coup d'Etat qui n'existe pas. Nous défendons aussi l'indépendance de classe totale des organisations de travailleurs face au gouvernement comme le seul moyen de promouvoir une large mobilisation pour vaincre ces lois anti-ouvrières et autoritaires.

Secrétariat international  
Ligue internationale des travailleurs (Quatrième Internationale)  
São Paulo, le 4 octobre 2010